

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1855 — 1856.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N^o 3.

M. THIENPONT, 1^{er} rapporteur.

Numéros du Feuilleton	Numéros du registre des pétitions	
1.	9663.	Par pétition datée de St-Trond, le 12 mai 1855. Le sieur Roosen réclame l'intervention de la Chambre pour être indemnisé des pertes que lui a fait subir l'administration des chemins de fer de l'État, à l'occasion du transport de son bétail. — Concl. — Ordre du jour.
2.	9651.	Par pétition datée de Liège, le 10 mai 1855, Le sieur Comhaire de Sprimont réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une prompte décision dans un procès qui doit se plaider devant la Cour d'appel de Liège. — Concl. — Ordre du jour.
3.	9664.	Par pétition datée de Liège, le 18 mai 1855, Plusieurs employés du service actif de la douane, attachés au poste de Liège, demandent une augmentation de traitement. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
4.	9640.	Par pétition datée de Mesnil-sur-Blaise, le 10 mai 1855, Les sieurs Robert et Lemaître, admis comme candidats pour l'emploi de préposés des douanes, réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir leur nomination à ces fonctions. — Concl. — Ordre du jour.

5. 9659. Par pétition datée de Haut-Vent, le 16 mai 1855,
Des habitants du hameau de Haut-Vent, commune de Fosses, réclament l'intervention de la Chambre pour qu'on fasse restituer à la commune le terrain dépendant de la place publique du hameau que le sieur Biot a mis en culture. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
6. 9610. Par pétition datée de Bruxelles, le 15 mai 1855,
Le sieur De Meyer demande une modification à la loi sur la milice, dans le but de faciliter le remplacement des miliciens par des militaires dont le terme de service est sur le point d'expirer. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de la Guerre et de l'Intérieur.
7. 9638. Par pétition datée de Charleroi, le 10 mai 1855,
Le sieur Ducarme demande que la somme fixée pour les aliments d'un détenu pour dettes soit augmentée. — Concl. — Ordre du jour.
8. 9515. Par pétition datée de St-Jean-le-Blanc, près Orléans, le 3 mars 1855,
Le sieur Lambert présente des observations relatives à l'enseignement agricole. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
9. 8333. 8343. Par pétition datée de Nukerke, le 24 janvier 1854,
8352. 8353. Plusieurs habitants de Nukerke demandent que la lan-
8366. 8377. gue flamande ait sa part dans l'enseignement agricole et
8384. 8395. dans le projet de loi sur l'organisation des cours d'assises.
8438. 8442. Même demande de sociétés littéraires à Rumbeke,
8464. 8472. Iseghem, Hoogstraten, Bruxelles, Tirlemont, Nieuport,
8485. 8493. Waereghem, Waerschoot, Roulers, St-Nicolas, Stock-
8508. 8520. heim; des habitants de Nevele, Schaerbeek, Louvain.
8563. Meer, Ste-Marguerite, Elsene, Oost-Eccloo, Dender-
hautem, Hulste, Wetteren, Louvain, Auwegem; des
conseils communaux d'Aerseele, Caprycke, Maldeghem,
Aertselaer, Ramscappelle et des administrations commu-
nales de Bocholt, Schoor et St-Georges. — Concl. —
Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
10. 8352. Par pétition datée de Roulers, le 27 janvier 1854,
Des habitants de Roulers demandent que la langue flamande soit obligatoire dans les cours d'assises et dans l'enseignement agricole des provinces flamandes.
Même demande des membres de la Société littéraire dite : *de Vrienschap*, à Roulers. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

11. 8385. Par pétition datée de Seeverghem, le 7 février 1854,
Des habitants de Seeverghem demandent que la langue flamande ait sa part dans l'enseignement agricole.
Même demande d'habitants de Gand. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
12. 8473. Par pétition datée de Maldegem, le 17 février 1854,
8455. Les membres de l'administration communale de Maldegem demandent que la langue flamande jouisse des droits qui reviennent à la langue parlée par le plus grand nombre des Belges.
Même demande des membres de la Société dite *Tael en Kunst*, à Hamme. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
13. 8372. Par pétition datée de Bruxelles, le 7 février 1854,
Les sieurs Decoster, Maes et autres membres de la commission exécutive des sociétés flamandes réunies de Bruxelles et des communes environnantes demandent que toutes les publications administratives soient faites dans les langues française et flamande et que, dans les écoles communales, on crée des sections spéciales où le premier enseignement soit donné en flamand. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
14. 8369. Par pétition datée d'Oostroosbeke, le 5 février 1854,
8351. Les sieurs Tack, de Smet et autres membres de la société dite *der groote Vinkemuis*, à Oostroosbeke, demandent que l'usage de la langue flamande soit obligatoire dans la correspondance administrative, dans les cours et tribunaux et dans l'enseignement agricole des provinces flamandes.
Même demande des instituteurs dans le canton d'Oostroosbeke. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
15. 8450. Par pétition datée d'Eecloo, le 13 février 1854,
Des membres de la société de rhétorique d'Eecloo demandent que la langue flamande ait sa part dans l'enseignement agricole, et que les publications officielles se fassent dans les deux langues. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
16. 8418. Par pétition datée d'Oostroosbeke, le 8 février 1854,
Des membres de la société philharmonique d'Oostroosbeke demandent que, dans les provinces flamandes, il soit fait usage de la langue flamande pour les publications et correspondances officielles; que les plaidoiries aient lieu en flamand lorsque les parties le demandent, et

que la langue flamande ait sa part dans l'enseignement agricole.

Même demande d'habitants d'Oostroosbeke, Nederbrakel, et de membres de la société de rhétorique à Nieuport. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

17. 9513. Par pétition datée d'Edelaere, le 29 janvier 1855,
Le conseil communal d'Edelaere demande qu'il y ait autant d'écoles vétérinaires, d'agriculture et d'horticulture dans les provinces flamandes que dans les provinces wallonnes; que l'enseignement y soit donné dans la langue maternelle, et que si, pour l'une ou l'autre branche de l'enseignement, on n'établissait qu'une seule école, les élèves reçoivent les leçons dans la langue parlée dans leur province. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
18. 8203. 8306. Par pétition datée de Meerhout, le 12 janvier 1854,
8317. 8324. Les sieurs Verbeeck, Peetermans et autres membres
8334. 8344. de la société dite *De Hoop*, à Meerhout, déclarent
8354. 8370. adhérer à la pétition du comité flamand, en date du 25
8376. 8383. décembre 1853.
8397. 8408. Même déclaration d'habitants de Meerhout, Denter-
8417. 8430. ghem, Opwyck, Welden, Exaerde, Oorderen, Wevel-
8441. 8449. ghem, Coursel, Perck, Ramscappelle, Tamise, Ninove,
8454. 8465. Bruxelles, Nieuport, Esschen, Vynck, Stockheim. Turn-
8471. 8484. hout, Stalhille, Middelbourg, Schaerbeek, Opwyck,
8492. 8498. Borgloon, Oultre. Casterlé, Etichove, Anderlecht, Ma-
8507. 8524. lines. Belcele, Leeuw-St-Pierre, Linkebeek, Olsene,
8528. 8562. Termonde, Deftinge, Louvain, Wytschaete, Lembeke,
8596. 8615. St-Gilles-Waes, Weerde, Aertselaer, Anvers, Ghistel,
8643. 8654. Élewytt, Putte, Tongerlo; des membres de l'adminis-
8665. 8685. tration communale de Schrick, Middelbourg; des pro-
8696. 8700. fesseurs et élèves de l'école de dessin et d'architecture
à Eecloo; d'instituteurs dans la Flandre orientale; des
conseils communaux de Nukerke, Neerpelt, Grooten-
berge, Wortel, Merxplas, Hamon, Vollezele, Heren-
thals, Voorde, Smeerhebbe-Vloersegem, Rumbeke,
Deftinge, Betecom, Tremeloo, Bael, Lembeke, Sant-
vliet, Achel; de sociétés littéraires à Deurne, Denter-
ghem, Ninove, Rumbeke, Bruxelles, Tirlemont, Anvers,
Courtrai, Bruges, Haelen, Grammont, Louvain, Kiel-
drecht, Deynze, Meerhout, Belcele, Malines, St-Nicolas,
Vracene; de la confrérie des tailleurs et de celle des bot-
tiers à Nieuport; de la société musicale et de prévoyance
dite *De Hoop*, à Bruges, et des sociétés dites *Eenwondige
Landlieden*, *Yver en Broedermin*, *de Klauwaerts*. —
Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. WASSEIGE, 2^{me} rapporteur.

19. 9548. Par pétition datée d'Ixelles, le 2 avril 1855,
La veuve du sieur Goffaut demande que le successeur de son mari à la place de renverseur de beurre au poids de la ville, à Bruxelles, lui abandonne, pendant quelques années, la moitié de ses appointements, comme son mari l'a fait envers la veuve de son prédécesseur. — Concl. — Ordre du jour.
20. 9528. Par pétition datée de Verviers, le 22 mars 1855,
Le sieur Piercot demande que les employés de la douane puissent contracter mariage sans devoir produire le certificat actuellement exigé par l'administration, et qu'il soit fait remise aux employés inférieurs, qui sont célibataires et dont le traitement n'excède pas 800 francs, de la retenue de 1 p. $\frac{0}{10}$ perçue au profit du trésor. — Concl. — Ordre du jour.
21. 9527. Par pétition datée de Bruxelles, le 16 mars 1855,
Le sieur Pierart, sous-lieutenant pensionné, demande la révision de sa pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre, avec demande d'explications.
22. 9547. Par pétition datée de Liège, le 3 avril 1855,
Le sieur Lecomte, commis des accises, demande de participer au crédit extraordinaire de 400,000 francs qui est ouvert au Gouvernement par la loi du 3 mars 1855. — Concl. — Ordre du jour.
23. 9545. Par pétition datée d'Anvers, le 6 avril 1855,
Le sieur Vermeulen, blessé de septembre, demande une pension. — Concl. — Ordre du jour.
24. 9537. Par pétition sans date,
Le sieur Jossart, pharmacien à Isque, se plaint de ce que le bureau de bienfaisance et l'administration communale lui ont retiré la livraison de médicaments qu'il faisait aux pauvres de cette commune, pour la confier à un médecin récemment établi à Isque. — Concl. — Ordre du jour.
25. 9533. Par pétition datée de Verviers, le 26 mars 1855,
Le sieur Legrand, blessé de septembre, demande une pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

26. 9604. Par pétition datée d'Ixelles, le 1^{er} mai 1855,
La dame Lissens, devenue infirme depuis qu'elle s'est jetée dans un puits pour y sauver un enfant prêt à y périr, demande un secours. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
27. 9518. Par pétition datée de Malines, le 10 mars 1855,
Le sieur Bochart, surveillant de la boulangerie militaire à Malines, ancien combattant de septembre, demande un secours annuel sur les fonds alloués en faveur des décorés de la Croix de fer. — Concl. — Ordre du jour.
28. 9519. Par pétition datée de Bruxelles, le 12 mars 1855,
Le sieur Fieremans demande qu'une pension soit accordée à son fils, ancien mousse à bord de la goëlette *Louise-Marie*, qui a reçu son congé définitif de réforme. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.
29. 9516. Par pétition datée de Termonde, le 4 mars 1855,
Le sieur Demarteau demande que l'aîné de ses fils soit admis à l'école d'enfants de troupes établie à Lierre. — Concl. — Ordre du jour.
30. 9462. Par pétition datée de Liège, le 12 février 1855,
Le sieur Clerck, décoré de la Croix de fer, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la pension dont jouissent quelques décorés de la Croix de fer. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
31. 9517. Par pétition datée de Brusthem, le 13 mars 1855,
Le sieur Jossa réclame l'intervention de la Chambre pour que son fils, soldat au régiment des cuirassiers, obtienne un congé de trois mois. — Concl. — Ordre du jour.
32. 9542. Par pétition datée de Courtrai, le 20 mars 1855,
Plusieurs libraires et particuliers à Courtrai demandent que le bureau des douanes de cette ville soit ouvert à l'importation des productions artistiques et littéraires de France. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
33. 9471. Par pétition datée du 11 décembre 1854,
Des imprimeurs-libraires et marchands d'images à Ypres et à Menin, demandent que les articles de librairie expédiés de Lille puissent leur arriver par le bureau de douane à Menin. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

34. 9435. Par pétition datée de Bruxelles, le 15 février 1855,
La dame Mol réclame l'intervention de la Chambre
pour que la pension dont jouissait son mari lui soit con-
tinuée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
35. 9450. Par pétition datée de Bruxelles, le 16 février 1855,
Le sieur Crabbe, blessé de 1830, demande un secours.
— Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. DE MOOR, 5^{me} rapporteur.

36. 9316. Par pétition datée de Marvie, le 27 janvier 1855,
Le sieur Michel, instituteur primaire à Marvie, de-
mande un secours. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre
de l'Intérieur.
37. 9392. Par pétition sans date,
Le sieur Jobé demande qu'il soit pris des mesures
contre les réunions clandestines des sociétés maçonni-
ques et les abus de la presse, et que le mariage religieux
précède le mariage civil. — Concl. — Ordre du jour.
38. 8806. Par pétition datée de St-Michel-lez-Bruges, le 14 dé-
cembre 1854,
Le sieur Logé réclame l'intervention de la Chambre
pour qu'il soit donné suite à la demande qu'il a adressée
au Département de la Justice. — Concl. — Renvoi à M. le
Ministre de la Justice.
39. 9263. Par pétition datée de Stavelot, le 20 janvier 1855,
Les sieurs Kokai, Rigot et Dufays, notaires à Stavelot,
demandent qu'il ne soit pourvu aux fonctions de notaire
qu'après une vacance de trois mois au moins, constatée
par le *Moniteur*. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de
la Justice.
40. 9370. Par pétition datée du 4 février 1855,
Le sieur Michel présente des observations sur le mode
de répartition du crédit extraordinaire de 400,000 francs.
— Concl. — Dépôt sur le bureau pendant la discussion
du crédit de 800,000 francs.
41. 9293. Par pétition sans date,
Le sieur Dumont, commis des accises de 2^{me} classe, à
Templeuve, demande une amélioration de position. —
Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

42. 8338. Par pétition datée de Tournay, le 30 janvier 1855,
Des employés expéditionnaires au greffe du tribunal
de 1^{re} instance de Tournay demandent que la loi accorde
aux tribunaux de 1^{re} instance le droit de présenter au
choix du Gouvernement trois candidats pour la nomina-
tion des greffiers de justice de paix. — Concl. — Renvoi
à M. le Ministre de la Justice.
43. 9265. Par pétition datée de Gembloux, le 19 janvier 1855,
Le sieur Pitaffe demande que le travail dans les fabri-
ques soit interdit pendant 6 mois de l'année. — Concl. —
Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
44. 9410. Par pétition datée de Rossignol, le 8 février 1855,
Le sieur Condrotte, ancien volontaire du 1^{er} corps
franc luxembourgeois, demande à être décoré de la croix
de fer. — Concl. — Ordre du jour.
45. 9240. Par pétition datée de Ninove, le 17 janvier 1855,
9289. Les facteurs de la poste aux lettres à Ninove demandent
une augmentation de traitement.
Même demande du sieur Vanden Broecke, facteur
rural à Gaver et de facteurs ruraux à La Louvière. —
Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
46. 9489. Par pétition datée de Bruxelles, le 27 février 1855,
Le sieur Greefs réclame l'intervention de la Chambre
pour obtenir un jugement dans une cause qui est pen-
dante devant le tribunal de Turnhout. — Concl. —
Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

